

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 26/03/25

Le Petit-Quevilly

Inscriptions scolaires

Les inscriptions pour l'entrée en maternelle ou CP (nouvel arrivant) ont lieu jusqu'au vendredi 28 mars à l'accueil enfance loisirs à l'Hôtel de ville sur rendez-vous ou en ligne sur petit-quevilly.kiosquefamille.fr

Renseignements : 02 35 63 75 85

À VENIR

Le Petit-Quevilly

Quinzaine du jeu

Quinzaine du jeu du 28 mars au 12 avril à la médiathèque François-Truffaut. Tout public Gratuit sur réservation au 02 35 72 58 00, bibliotheque.petit-quevilly.fr

Paris-Normandie

Près de Rouen, l'un des plus grands chantiers de rénovation énergétique de France a pris fin

Au Petit-Quevilly, la résidence du Logis vert – 228 logements répartis sur sept immeubles – faisait l'objet de travaux de rénovation thermique depuis 2022. Pour un coût total colossal de 7,7 millions d'euros. L'un des plus grands chantiers de France.

Par Cécile Frangne

Publié: 25 Mars 2025 à 18h03

Ce sont « *plusieurs années de dur labeur* » qui viennent de prendre fin pour Marie-Pierre Peulvey et les autres copropriétaires de la résidence du Logis Vert au [Petit-Quevilly](#). Situé en plein cœur du quartier de la Piscine, l'ensemble de 228 logements réparti sur sept immeubles faisait l'objet de travaux de rénovation thermique depuis 2022, pour un coût total colossal de 7,7 millions d'euros – dont 2,5 millions d'aides publiques.

« *C'est l'un des plus grands chantiers de rénovation énergétique d'une copropriété en France* », indique David Chouraqui, à la tête du réseau de syndicats Square Habitat, présent lors de l'inauguration des bâtiments rénovés, lundi 24 mars 2025.



Marie-Pierre Peulvey et les autres copropriétaires de la résidence du Logis Vert au Petit-Quevilly en ont fini avec les travaux

« Les fenêtres ne fermaient plus »

Avant les travaux, « *l'état du bâti était désastreux*, se souvient Marie-Pierre Peulvey, présidente du conseil syndical du Logis Vert. *Il y avait des problèmes d'infiltration au niveau des toits terrasse, des fissures au niveau des façades, les fenêtres ne fermaient plus... Nous vivions dans de vraies passoires thermiques* ». Votés en 2017 par l'assemblée générale des copropriétaires, les travaux ont été soutenus et accompagnés dès le début par la ville, qui craignait que « *ces logements, dont les prix de vente s'étaient effondrés, ne servent de blanchiment ou bien soient rachetés par des marchands de sommeil* », explique la maire Charlotte Goujon.

Depuis, les menuiseries et la VMC ont été remplacées, les toitures-terrasses refaites et l'isolation thermique assurée par la pose d'un bardage extérieur de couleur vert et blanc.

« Maintenant, on est tellement bien isolés qu'on vit sans chauffage depuis 15 jours dans l'appartement et qu'il y fait tout de même 21,5°C », témoigne, satisfaite, Denise Quessada, qui habite un duplex avec son mari Paul depuis la construction de la résidence en 1973.

De 20 000 à 35 000€

De quoi – peut-être – faire oublier le lourd investissement financier requis de la part de chaque copropriétaire, qui a dû s'acquitter d'une somme allant de 20 000 à 35 000 euros selon le logement, *« subventions déduites »*. Denise et Paul Quessada ont été contraints de contracter un prêt. *« À 80 ans passés, on aurait préféré dépenser cette somme pour des vacances »,* souligne le couple. *« D'autres propriétaires ont été contraints de vendre leur appartement »,* indique par ailleurs Marie-Pierre Peulvey, qui table cependant sur une *« diminution à venir des charges »* suite aux économies d'énergie réalisées. La présidente du conseil syndical compte par ailleurs organiser des *« ateliers peinture et jardinage »* pour faire baisser un peu plus la facture de la copropriété.

Paris-Normandie

Jardins, arbres, fleurs sauvages : à Rouen, le plan de renaturation est-il efficace ?

Supprimer les îlots de chaleur et renaturer la ville pour lutter contre le réchauffement climatique : c'était l'idée du plan de renaturation. La municipalité de Rouen livre un premier bilan.



La canopée allée Eugène-Delacroix à Rouen commence à devenir plus verte - photo

Stéphanie Péron

Par *Véronique Baud*

Publié: 25 Mars 2025 à 13h07

Plus d'arbres, d'espaces verts, de jardinières dans les rues, les cours d'écoles... Depuis quatre ans, la Ville de Rouen est engagée dans une démarche de renaturation. Pour quels résultats ? La réponse en chiffres.

44 cours d'écoles et crèches végétalisées

34 cours d'écoles ont déjà été végétalisées, elles seront 44 à la fin de l'été, dans tous les quartiers de Rouen. « *Ce qui représente [85 % du total](#). Celles qui ne sont pas faites sont en attente à cause de programmes de travaux qui vont englober la renaturation* », détaille le maire de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol. 15 millions d'euros y ont été investis. Son adjoint écologiste Jean-Michel Bérégovoy a fait le compte et cela « *représente près de 3 hectares de déminéralisation* ».

2500 arbres plantés

L'époque où « *Rouen n'aimait pas ses arbres* » selon Nicolas Mayer-Rossignol n'est plus d'actualité. 2478 arbres ont été mis en terre entre l'hiver 2020/2021 et l'hiver 2024/2025. En dehors des forêts, la ville compte un peu plus de 22 000 arbres, dont 20 % de platanes, 10 % de tilleuls et 10 % d'érables. 6915 sont en bordure des routes et des rues. La sécheresse de 2023 les a fragilisés et l'enjeu actuel est l'évolution du choix des essences.

64 sites déminéralisés

De 2020 à 2024, [64 sites ont été déminéralisés](#) dans la ville, ce qui comprend le total des engazonnements, prairies fleuries, zones végétalisées à la place du bitume. Certaines opérations sont plus marquantes, comme l'agora sur les quais rive droite ou la canopée sur l'allée Eugène-Delacroix. Le parking en surface de la Haute-Vieille-Tour n'en a plus pour

longtemps. Un petit jardin va voir le jour à côté de la gare et un autre « *avec une pièce d'eau* » rue Géricault à côté de l'âtre Saint-Maclou.

23 jardins partagés

Ils ont pris la relève des jardins ouvriers d'antan qui perdurent, et se développent encore un peu. La Ville met à disposition des parcelles pour les habitants qui veulent les cultiver. Le 23^e jardin partagé a été créé rue de la Croix-d'Yonville, sur une surface de 875 m², et est centré sur les productions fruitières. C'est en 2011 que ces espaces gérés par des associations ont commencé à essaimer dans la ville. Le plus grand est situé à la Grand-Mare sur 2000 m².

5 fois plus de fleurs sauvages

Plus nombreuses, plus locales, plus adaptées au climat. La place des fleurs sauvages a particulièrement augmenté au sein des parterres de la ville, et est passée de 1000 à plus de 5000 plants en trois ans. Chaque année, deux campagnes de fleurissement sont menées avec la production de 70 000 plantes par an issues du site de Franqueville-Saint-Pierre. Nicolas Mayer Rossignol se félicite que « *depuis 2021 la flore locale est aussi de plus en plus importante.* »

3 bosquets stratégiques

Le premier est apparu en 2022 près d'un axe routier très passant, 1400 m² d'enrobé remplacés par une plaine engazonnée avec quatre buttes plantées de 1500 arbres, en contrebas de l'axe Boulevard d'Orléans-avenue Jean Rondeaux. Le 2^e de 2000 m² est situé à l'île Lacroix. Le 3^e se situe au sein du campus santé et est bordé de chemins piétons. Ces espaces sont des sortes de miniforêts en ville.

C'est prévu pour 2025

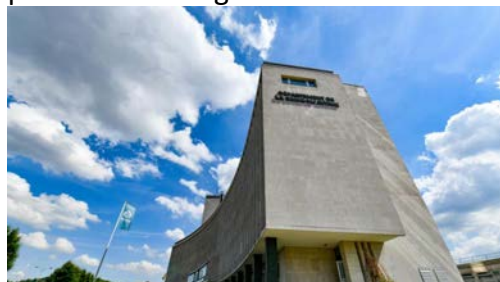
Parmi les projets marquants à venir prochainement on peut citer :

- Sur la place rehaussée de la Haute-Vieille-Tour (Halle aux toiles), les places de parking vont être remplacées, autour des platanes et tilleuls déjà en place, par des végétaux mixtes méditerranéens/locaux, dès ce printemps. Vont y prendre place des chênes verts, oliviers, arbres de Judée et des arbustes comme de la lavande, du romarin, des genêts. La vue sera dégagée sur le portail sud de la cathédrale.
- La concertation avec les habitants a joué à plein pour le projet d'espace vert à côté de l'âtre Saint-Maclou qui doit voir le jour cette année. Le futur jardin Géricault de 1500 m² va comprendre un point d'eau, des gradins en bois, une place des rencontres, une pergola.
- Le cours Clémenceau va lui aussi faire peau neuve. Parallèlement aux aménagements pour le passage de la ligne T5, les alignements de grands tilleuls vont être libérés des voitures avec la réduction des places de stationnement et en déminéralisant les pieds d'arbres. Cet espace de promenade attractif devrait être achevé fin 2025.

Paris-Normandie

Budget 2025 : pourquoi le Département de la Seine-Maritime a encore eu du mal à le boucler ?

Dans un contexte budgétaire national tendu qui rejaillit sur les collectivités territoriales, le Département de la Seine-Maritime s'apprête à voter, jeudi 27 mars 2025, son budget primitif. Un budget très contraint mais en hausse de 7 %. Explications.



Les élus du Département de la Seine-Maritime se réunissent en séance plénière, jeudi 27 mars 2025, à Rouen, pour voter le budget primitif - Photo d'archives Stéphanie Péron

Par Delphine Letainturier

Publié: 25 Mars 2025 à 17h00

Le Département de la Seine-Maritime apportera une contribution de 24 millions d'euros (tout de même) pour redresser les finances de l'État. Au lieu des 31 M€ calculés avant [les efforts consentis](#) par Michel Barnier et de son successeur à Matignon, [François Bayrou](#). C'est sur cette base que la collectivité a dû construire son budget 2025, avec encore bien [plus de mal qu'en 2024](#).

« On a obtenu un certain nombre d'ouvertures pour sortir progressivement de l'incertitude où l'on se trouvait », souffle Bertrand Bellanger, à deux jours de la séance plénière qui soumettra le budget primitif au vote des conseillers départementaux, le jeudi 27 mars 2025.

Plus d'un milliard aux solidarités humaines

Le président de la Seine-Maritime, qui s'était dit prêt, en novembre 2024, à remettre [les clés de la collectivité sur le bureau du préfet](#), est parvenu à éteindre sa colère et à garder son trousseau. Mais si le Département est en mesure d'accuser cette perte de ressources de 24 M€, c'est parce que « *sa dette a été diminuée de presque par deux en dix ans* ». Loyal, Bertrand Bellanger loue le travail entrepris par son prédécesseur Pascal Martin : « *On est passé de près de 1,3 milliard d'endettement en 2015 à 700 M€. Ce qui nous a redonné des marges de manœuvre.* » Avec une capacité d'autofinancement supérieure à 7 %. « *En dessous, la collectivité ne peut plus fonctionner.* »

Parce que la réalité, c'est aussi que les dépenses ont progressé quatre fois plus vite que les recettes de fonctionnement ces dernières années. « *Je rappelle que 70 % de nos dépenses de fonctionnement ne sont pas pilotables.* » C'est-à-dire qu'elles résultent de décisions prises par l'État, comme la revalorisation du RSA pourtant versé par le Département.

Pour être à la hauteur de ce besoin de financement, la Seine-Maritime propose un budget primitif de 2,3 milliards d'euros, enregistrant une hausse de 7 % par rapport au budget 2024. *« Ce sont 40 millions supplémentaires que nous consacrons aux solidarités humaines »,* soit plus de 1 milliard d'euros. *« On maintient aussi notre accompagnement aux communes rurales, notre soutien à la culture [lire par ailleurs, NDLR] »,* souligne le président.

Augmentation des frais de notaire

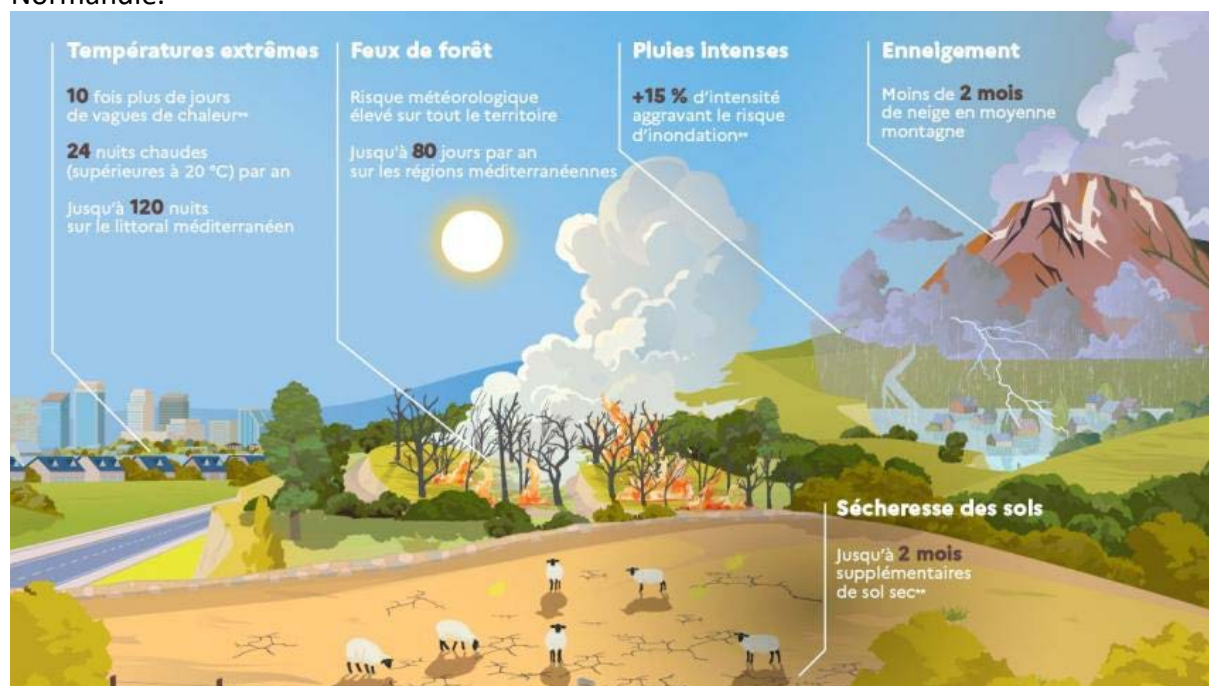
« C'est un budget contraignant, quand on n'a plus l'autonomie du levier fiscal depuis la suppression de la taxe d'habitation », note à son tour, le vice-président en charge des Finances, Laurent Grelaud, maire de Bonsecours. D'autant que la clôture de l'exercice précédent affiche un résultat historiquement bas, 38 M€ (contre 90 M€ en 2023), *« le plus faible depuis dix ans »*. Il a donc bien fallu aller chercher de nouvelles ressources et faire de nouvelles économies. Pour ces dernières, la nouvelle méthode d'élaboration du budgétaire (qui interroge chaque ligne) permet d'économiser 106 M€, la maîtrise de la dette et de la masse salariale sont d'autres leviers d'action. Au chapitre des investissements, la collectivité a recours à l'emprunt.

Contrairement à son voisin de l'Eure, le Département de la Seine-Maritime fait aussi le choix de relever de 0,5 point les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), communément appelés frais de notaire, comme l'y autorise la loi de finances 2025 à compter du 1er avril. Soit 5 % au lieu de 4,5 %. Avec la crise de l'immobilier, ces [DMTO](#) sont tombés de 220 M€ en 2022 à 160 M€. *« Seule une poignée de Départements, sur 101 ont décidé de ne pas le faire »,* indique Laurent Grelaud, spécifiant que *« la mesure ne concernera pas les primo-accédants. »*

Paris-Normandie

Changement climatique : + 4° à l'horizon 2100, quels impacts pour la Normandie ?

Jeudi 20 mars 2025, Météo France rend public son rapport sur la variabilité, les extrêmes et les impacts climatiques à l'horizon 2100. Celui-ci est basé sur une augmentation des températures de 4°C. Bien que touchée, les répercussions devraient être plus limitées en Normandie.



Cette projection à + 4° d'ici à 2100 est celle retenue par la France - Météo France

Par Dorothée Brimont

Publié: 21 Mars 2025 à 09h07

Avec un scénario à + 4° en France à l'horizon 2100, la Normandie ne sera pas épargnée par les événements climatiques plus extrêmes. Pourtant, les impacts restent plus modérés que dans les autres régions françaises. « *Les valeurs moyennes futures pourraient ressembler aux valeurs extrêmes d'aujourd'hui* », prévient Jean-Michel Soubeyroux, directeur adjoint scientifique de la direction de la Climatologie de Météo-France.

Une hausse des températures

D'ici à 2100, peu importe la saison, les températures moyennes en Normandie augmenteront de + 3°. Elles pourraient atteindre 21,3 ° en été contre 17,3° selon la valeur actuelle de référence. A contrario, les périodes de gel seront beaucoup plus limitées passant de 33 jours de gel actuellement à 7 jours selon le pire scénario en Seine-Maritime. Dans l'Eure, il passerait de 41 à 11. Cette baisse drastique pouvant engendrer la prolifération de certains parasites. [Les risques de canicules augmentent également](#). Le nombre de jours très chaud (supérieur à 35°) passerait de 0 à 5 dans les terres et ne concernerait qu'une journée sur le littoral. Les épisodes caniculaires se multiplieraient également. Il pourrait être

multiplié par 20 à Rouen, dû notamment phénomène d'îlot de chaleur urbain. Sur la côte, les risques sont beaucoup moindres.

Des précipitations fluctuantes

Du côté des précipitations, elles seraient plus intenses en hiver pouvant atteindre 344 mm (contre 239 selon la période de référence) et pourraient se raréfier en été peinant à atteindre les 121 mm (contre 185 actuellement). Le nombre de jour de pluie reste plus ou moins stable, hormis en été où il pourrait diminuer. En revanche, [les épisodes de pluies intenses](#) seront en nette augmentation « *de plus 15 à 20 % dans la moitié nord.* »

Des risques multipliés

Les feux de forêts vont se multiplier, « *alors même qu'aujourd'hui ils sont peu fréquents.* » À Rouen, le nombre de jours avec risque significatif de feu de végétation passerait de 1 à 11. [Risque plus modéré au Havre](#) où il ne dépasserait pas deux jours. À Évreux, il passerait de 2 à 9.

C'est essentiellement la montée des eaux de mer. Elles pourraient monter de 84 cm d'ici la fin du siècle.

Enfin pour les tempêtes, « *nous n'observons pas d'évolution à la hausse de la fréquence ou de l'intensité de ces événements, mais une forte variabilité d'une décennie à l'autre.* »

Le Monde

Démographie : la population française devrait être quasi stable jusqu'en 2070, malgré une natalité en berne

La France comptait 68,6 millions d'habitants au 1er janvier, en hausse de 0,25 % sur un an, selon l'INED. La croissance de la population repose désormais essentiellement sur le solde migratoire.

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 01h22, modifié à 03h55



Une sage-femme (à gauche) rencontre une jeune mère et son nouveau-né lors d'une consultation dans le véhicule de l'unité mobile médicale « Opti'soins » pour jeunes mères et femmes enceintes, à Condat (Cantal), le 28 mars 2024. JEAN-PHILIPPE KSIAZEK / AFP

Malgré une natalité en berne, la population française devrait rester globalement stable : si les tendances démographiques actuelles se poursuivent, elle atteindra un « pic » à 70 millions d'habitants dans les années 2040 avant de revenir vers son niveau actuel en 2070, [selon une étude de l'Institut national d'études démographiques](#) (INED) publiée mercredi 26 mars.

Au 1^{er} janvier 2025, le pays comptait quelque 68,6 millions d'habitants, en progression sur un an de 0,25 %. Le solde naturel, soit la différence entre le nombre de naissances et de décès, n'a contribué qu'à hauteur d'un dixième à la croissance de la population, souligne une étude. Ce solde naturel s'est drastiquement réduit de 140 000 personnes en 2019 à 17 000 en 2024, en raison de deux facteurs.

D'un côté, le nombre de décès a progressé en raison de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges de forte mortalité, un facteur attendu des démographes. De l'autre, le nombre de naissances a reculé, en raison d'un repli de la fécondité, difficile à anticiper. Les démographes évoquent diverses explications : les Français ont d'autres aspirations que fonder une famille ou sont freinés par des inquiétudes liées aux incertitudes économiques, politiques ou climatiques. Résultat : si la fécondité en France se maintient au niveau de 2024, soit 1,62 enfant par femme, le nombre de décès serait supérieur à celui des naissances dès 2027, pointe l'INED.

La croissance repose essentiellement sur le solde migratoire

En janvier 2025, le nombre de naissances a encore reculé par rapport au même mois un an plus tôt, pour le 31^e mois consécutif, selon les dernières données de l'Institut national de la statistique (Insee).

Ce faible nombre de naissances, le plus bas depuis la fin de la seconde guerre mondiale, pourrait-il entraîner une diminution de la population ? « *Avec 0,8 enfant par femme, la population est divisée par trois tous les trente ans, il y a une perspective un peu vertigineuse de la disparition de la population*, explique à l'Agence France-Presse (AFP) Laurent Toulemon, l'un des coauteurs de l'étude de l'INED. *Mais en France, on n'est pas du tout dans cette situation-là.* » C'est toutefois le cas de la Corée du Sud, où le taux de fécondité était de 0,75 enfant par femme en 2024, selon les dernières données de l'organisme public des statistiques du pays.

Dans l'Hexagone, la croissance de la population repose désormais essentiellement sur le solde migratoire, soit la différence entre le nombre de personnes entrées et celles sorties du territoire (+152 000 personnes en 2024). « *Il y a tout un effort de la société à faire pour bien accueillir les migrants, qui sont un apport à la population et une richesse à condition qu'ils soient intégrés* », estime Laurent Toulemon.

Si la natalité et le solde migratoire se maintiennent au niveau de 2024, la population augmenterait encore pendant deux décennies jusqu'à un plafond de 70 millions d'habitants dans les années 2040, selon les calculs des chercheurs de l'INED. Elle refluerait ensuite progressivement pour s'établir à 68 millions en 2070.

Fécondité plus élevée qu'ailleurs en Europe

Toutefois, des variations du taux de fécondité, du solde migratoire ou encore des chocs sanitaires, tels que la crise Covid-19, pourraient modifier la taille et la composition de la population future, préviennent les chercheurs de l'INED. Poursuite du recul, stabilisation, hausse... En ce qui concerne la fécondité, tout est encore possible, selon eux.

La fécondité est plus élevée en France qu'ailleurs en Europe « *depuis vingt ans* », notamment car « *la conciliation entre vie familiale et professionnelle* » y est moins difficile, observe Laurent Toulemon. Elle pourrait donc « *se maintenir* ».

Seule certitude : la population française va vieillir de manière importante, ce qui va entraîner une hausse des besoins de services à la personne. Selon un rapport officiel publié en 2023, le nombre de Français de 75 à 84 ans va augmenter de 50 % entre 2020 et 2030, passant de 4,1 à 6,1 millions. Dans la décennie suivante, le nombre des plus de 85 ans augmentera de plus de 50 %. Afin de répondre au « *tsunami démographique* », les acteurs du secteur du grand âge estiment qu'il va falloir recruter près de 400 000 personnes à horizon 2030.